

Motion de la RIS du 6 novembre 2024

Face au budget austéritaire annoncé pour 2025 dans le cadre du PLFSS, nous, professeurs des écoles de Moselle, réunis en visioconférence avec le SNUDI-FO 57 le 6 novembre 2024, dénonçons fermement les nouvelles attaques menées contre nos droits et conditions de travail, sous couvert d'économies budgétaires.

Le passage d'un à trois jours de carence pour les arrêts maladie, la réduction des indemnités à 90 % pendant les arrêts maladie, les suppressions massives de postes dans l'Éducation nationale (3500 nouvelles fermetures annoncées dans le premier degré pour la rentrée 2025) et le gel persistant du point d'indice représentent des reculs sociaux inacceptables.

Ces mesures s'inscrivent dans une politique idéologique qui vise à paupériser les fonctionnaires, à les stigmatiser et à les culpabiliser, tout en sacrifiant le service public au détriment de l'intérêt général par le biais de la dégradation continue de leurs conditions de travail et un contexte de dénigrement de la Fonction Publique au travers d'arguments mensongers.

Nous dénonçons les effets néfastes de ces mesures sur la santé des agents qui se forcent à venir travailler malades pour subvenir à leurs besoins et que l'on punit quand ils sont frappés par la maladie, ainsi que sur l'attractivité des métiers de la Fonction Publique, essentielle au bon fonctionnement des services publics pour toute la population.

Les enseignants sont particulièrement exposés aux microbes et épidémies et ne bénéficient d'aucune visite médicale dans le cadre de leur travail.

Nous nous opposons fermement au passage d'un à trois jours de carence et à la baisse de la rémunération à 90% du salaire à partir du quatrième jour. Nous exigeons le retrait de la journée de carence déjà en place.

Nous rappelons par ailleurs notre revendication de rattrapage immédiat des salaires pour compenser les 28.5% de perte de pouvoir d'achat depuis le début du blocage du point d'indice.

Nous appelons les parlementaires à rejeter ces mesures régressives et réaffirmons notre détermination à lutter contre cette politique anti-fonctionnaires.

Nous mandatons le SNUDI-FO 57 pour organiser la mobilisation par la grève, au niveau intersyndical et interprofessionnel et nous tenons prêts à nous mettre en grève jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Nous mandatons le SNUDI-FO 57 pour proposer à tous les professeurs des écoles et AESH du département de soutenir cette motion.

Motion adoptée à l'unanimité des 40 participants